

**Discours de M. Jean-Pierre Jouyet,
Secrétaire d'État chargé des affaires européennes,
A la séance de clôture du *Forum de Paris*
Paris, UNESCO, 30 mars 2008**

« Une Union pour la Méditerranée, pour quoi faire et comment ? »

Mesdames, Messieurs,

Bernard Kouchner, qui avait vivement souhaité être présent parmi vous pour la clôture de ce forum, est malheureusement retenu pour des raisons impératives. Je vous transmets donc toutes ses excuses mais je me réjouis de pouvoir porter devant vous notre ambition commune pour la Méditerranée.

Je souhaiterais tout d'abord remercier les organisateurs, notamment Albert Mallet et Elie Barnavi, d'avoir mis l'Union pour la Méditerranée à l'honneur de cette conférence à cent jours à peine de la Présidence française de l'Union Européenne. Ce choix me donne l'occasion de mettre en évidence le fait que notre prochaine Présidence sera porteuse d'une *ambition nouvelle de l'Europe pour la Méditerranée* et sera marquée par un *nouveau type de relations entre les pays riverains*.

Certes, les défis à affronter sont nombreux, en premier lieu le conflit qui oppose Israël à la Palestine. L'implication de la France, l'implication personnelle du Président de la République et celle de Bernard Kouchner, répondent à autant d'impérieux devoirs qui rendent la persévérance nécessaire, et l'espérance indispensable.

Non moins impérieuse est la mise en œuvre du Traité de Lisbonne, qui permet de relancer le processus d'approfondissement de notre Union européenne, dont nos partenaires méditerranéens doivent également tirer profit.

Alors, pourquoi s'engager dans un nouveau défi ?

Je souhaiterais aborder avec vous quatre questions :

- d'abord, *pourquoi* l'Union pour la Méditerranée ?
- ensuite *quelle* Union pour la Méditerranée ?
- *quelle valeur ajoutée* de cette Union pour la Méditerranée ?
- enfin, *quels projets concrets* pour lancer l'Union pour la Méditerranée ?

Dans cette ambition, la France joue un rôle reconnu, car ce projet n'est ni de droite, ni de gauche ; il n'est le monopole d'aucun parti ; il n'y a pas d'Union pour la Méditerranée de droite, ni d'Union pour la Méditerranée de gauche. Je le dis devant vous : dans chaque pays, nous avons besoin de tout le monde !

Le Président de la République a prononcé son discours de Tanger le 23 octobre 2007, et avec José Luis Zapatero et Romano Prodi il a lancé l'appel de Rome, le 20 décembre dernier.

1. Pourquoi l'Union pour la Méditerranée ?

J'ai vu, dans les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée, avec lesquels nous avons tant de relations non seulement conventionnelles mais également affectives, se lever une vague d'espoir, se manifester un très vif intérêt. Dans chacun des pays de la Méditerranée - et je me suis rendu dans nombre d'entre eux, car en tant que Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, je me rends dans les pays du Sud tout aussi naturellement que je rends visite à nos partenaires de l'UE - j'ai été frappé par la volonté de chacun de participer, dès le départ, à cette aventure.

Il n'y a pas un pays membre de l'Union européenne qui n'ait exprimé son intérêt.

Grâce à l'Union européenne, qui a estompé les frontières entre ses Etats, et grâce au Processus de Barcelone, tous les Etats membres de l'UE sont aussi d'une certaine manière des Etats méditerranéens. Les Finlandais me l'ont dit : « depuis 1995 nous sommes nous aussi méditerranéens ». Le Président de la République a très justement conclu après le conseil européen du 13 mars : « Cette idée d'Union de la Méditerranée, est aujourd'hui l'idée de toute l'Europe et c'est très bien ainsi ».

A Sud et à l'Est, chacun voit dans l'Union pour la Méditerranée l'occasion de retrouver l'espoir du Processus de Barcelone. J'étais la semaine dernière en Israël et en Palestine. Nul n'attend de l'Union pour la Méditerranée qu'elle apporte une solution au conflit israélo-palestinien : chacun veut que l'Union pour la Méditerranée soit justement *préservée* de ce conflit pour permettre à chacun de commencer à travailler sur des projets concrets qui pourront créer des solidarités de fait.

2. Quelle Union pour la Méditerranée ?

L'Union pour la Méditerranée sera d'abord une union d'égaux.

Nos partenaires du sud sont d'abord sensibles à la capacité, qui leur est offerte, d'être traités en égaux. Ils ont conscience de pouvoir, dans la démarche qui leur est proposée, être à l'origine de projets à mettre en œuvre en commun, et non plus de se les voir seulement proposer par l'Union européenne. La coprésidence, le secrétariat commun, dont nous allons discuter avec eux, témoigne de cette approche. Le Président l'avait annoncé à Tanger : « L'audace et le courage, c'est de dire aux pays riverains de la Méditerranée qu'ils ne forment pas deux blocs se faisant face de part et d'autre de la mer mais qu'ils forment, tous ensemble, une communauté de destin dans laquelle chacun à sa part et que tous les peuples de la Méditerranée sont égaux en dignité, en droits et en devoirs. »

Elle est ensuite une union de projets. Comme l'a dit le Président de la République, notre démarche s'apparente à celle des pères fondateurs de l'Europe. C'est en développant des projets concrets que l'on renforcera la coopération entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée et surtout entre les pays du Sud eux-mêmes.

D'autre part, l'idée de commencer par des projets rejoint, ils nous l'ont dit, les besoins des peuples et leurs préoccupations les plus urgentes :

- comment garantir l'accès à l'eau qui manque à une population de plus en plus nombreuse ?

- comment sauver notre mer commune, car avertis par l'exemple de la Mer d'Aral et de la Mer caspienne, nous savons que les mers peuvent mourir.

- comment lutter ensemble contre les feux de forêts, les tremblements de terre, les inondations ?

- comment créer les emplois dont les jeunes auront besoin, mieux prendre en charge les questions de santé publique, répondre aux fléaux auxquels nous sommes confrontés collectivement, qui ne connaissent pas les frontières et qui, eux, ignorent les prétendues barrières du « choc des civilisations ».

L'Union pour la Méditerranée est une urgence pour donner un cadre de travail et une méthode pratique pour des solutions partagées.

L'Union européenne s'est engagée toute entière dans ce projet. Nous avons discuté avec nos partenaires de l'Union européenne, notamment l'Allemagne, qui nous avait soumis, avec la sincérité que permet l'étroitesse de nos relations, un certain nombre de préoccupations – mais aussi des recommandations. Ces échanges ont finalement conduit à l'approbation à l'unanimité par le Conseil européen des 13-14 mars du projet d'Union pour la Méditerranée.

Ce travail au sein de l'Union européenne était indispensable pour lever les malentendus et obtenir l'appui de tous nos partenaires. Nos amis allemands, puis le Conseil européen, ont finalement approuvé une démarche qui donne une ambition nouvelle, tant à la politique de voisinage qu'au processus de Barcelone, qui en renouvelle la dynamique et la portée, tout en apportant à la coopération en Méditerranée un dialogue fondé sur le respect de l'égalité entre chacun.

Cet appui étant maintenant acquis, nous pouvons préparer dans les meilleures conditions le Sommet de Paris du 13 juillet : le premier sommet de l'Union pour la méditerranée sera le premier

sommet de la Présidence française de l'Union européenne. Ce sommet réunira l'ensemble des pays riverains ainsi que les pays européens, soit au total une quarantaine de participants.

Contrairement à certains commentaires entendus ici ou là, l'ambition du projet est toujours aussi forte. Elle n'est en rien amoindrie.

Comment pourrait-on d'ailleurs prétendre qu'un projet qui n'incluait initialement que quelques Etats européens serait désormais amoindri parce qu'il a reçu l'appui de toute l'UE ?

L'Europe est bien ici dans sa mission, elle qui, selon Paul Valéry, "borde une illustre mer dont le rôle, je devrais dire la fonction, a été merveilleusement efficace dans l'élaboration de cet esprit européen qui nous occupe". Fernand Braudel, le penseur de la Méditerranée, a également pensé l'Europe, à partir de laquelle il invite, dans sa *Grammaire des Civilisations* à avoir une lecture globale du monde actuel. Belle anticipation de la mondialisation que nous vivons, et à laquelle l'Europe, comme l'Union pour la Méditerranée, entend donner un visage humain.

Car telle est bien l'ambition du texte adopté par le dernier Conseil européen, qui rassemble les deux expressions : « le processus de Barcelone : l'Union pour la Méditerranée ». Il s'agit de montrer qu'un concert de propositions partagées, à géométrie variable, pourra réduire les écarts de développement, rapprochera les peuples et fera mieux dialoguer les gouvernements.

Je reviens sur ces deux points qui associent désormais dans l'intitulé « Union pour la Méditerranée » et « Processus de Barcelone » : ils soulignent que l'Union pour la Méditerranée prolonge dorénavant le processus de Barcelone. L'Union pour la Méditerranée prend bien *la relève* du processus de Barcelone : le processus de Barcelone n'est pas remplacé mais bien « relevé », c'est à dire porté à un niveau plus élevé, dans son contenu comme dans son fonctionnement.

3. Quelle valeur ajoutée dans l'Union pour la Méditerranée ?

Cette transformation constitue la plus-value, la valeur ajoutée, du projet d'Union pour la Méditerranée. Elle apparaît très clairement dans nos propositions :

- une forte et nouvelle **impulsion politique au plus haut niveau**, avec le Sommet du 13 juillet auquel seront invités les chefs d'Etat ou de Gouvernement de l'ensemble des

pays riverains de la Méditerranée et des pays de l'Union européenne et qui ouvre la voie à la tenue de sommets de l'Union pour la Méditerranée, tous les deux ans ;

- **un véritable partenariat, grâce à un fonctionnement paritaire**, sur un "pied d'égalité" entre ses membres. C'est le respect de cet engagement qui nous conduit à proposer une co-présidence par un pays de la rive Nord et un pays de la rive Sud ;
- selon ce même principe, la création d'un **secrétariat permanent** composé d'une vingtaine de personnes venant des pays du nord et du sud ainsi que de la Commission, sur une base paritaire, et chargé du suivi des projets qui faisait défaut au processus de Barcelone ;
- le recours à des **sources nouvelles de financement**, car il n'a jamais été de notre intention de nous contenter du budget de l'Union européenne : les institutions financières européennes qui ont contribué au rattrapage économique de l'Europe centrale et orientale après la chute du Mur de Berlin, sont prêtes à investir la Méditerranée, de même que le secteur privé, qui veut soutenir notre initiative, et donner à la Méditerranée la place qui doit lui revenir dans nos échanges et nos investissements.
- enfin l'implication indispensable des collectivités locales et régionales, premiers acteurs de la coopération autour de la Méditerranée, qui se réuniront à Marseille les 22 et 23 juin prochain, avec le soutien de la Ville de Marseille et de la Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur.

S'agissant de la proposition d'une co-présidence pour deux ans de l'Union pour la Méditerranée, elle suscitera sans doute des réticences et des difficultés, mais elle nous paraît essentielle pour incarner la dimension partenariale que nous souhaitons tous donner au processus.

Nous travaillons sur tous ces aspects en concertation étroite avec tous nos partenaires, notamment du Sud de la Méditerranée.

Après Israël et la Palestine, j'irai moi-même en Croatie, pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, qui n'est encore pas membre du Processus de Barcelone mais qui trouvera pour la première fois, grâce à l'Union pour la Méditerranée, l'occasion d'exprimer sa riche identité méditerranéenne, tout comme la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et l'Albanie.

J'irai à ensuite à Chypre où l'espoir renaît de voir se refermer l'une des cicatrices les plus douloureuses qui a trop longtemps balaféré l'un des berceaux de la civilisation méditerranéenne.

J'irai ensuite en Turquie où je rappellerai qu'il n'a jamais été question pour nous d'instrumentaliser la Méditerranée pour faire contre-feu aux ambitions européennes de la Turquie. Nous sommes prêts à discuter des relations de l'Union européenne et de la Turquie. Mais cela se fera ailleurs que dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, dans laquelle la Turquie doit prendre toute sa place. Cela vaut d'ailleurs pour tous les pays méditerranéens : la participation à l'Union pour la Méditerranée est sans influence sur les relations de chacun avec l'UE : nous continuerons de travailler au « statut avancé » du Maroc tout comme nous espérons avancer sur le « réhaussement » de la relation UE/Israël pour accompagner une synergie positive devant conduire à la création d'un véritable Etat palestinien.

4. Quels projets pour lancer l'Union pour la Méditerranée ?

Nous avons un dialogue étroit entre Européens ; nous avons un dialogue aussi étroit avec tous les partenaires de la rive sud sur les projets que l'Union pour la Méditerranée devra lancer dès le Sommet du 13 juillet.

Les premiers projets auxquels nous nous consacrerons, Européens et Méditerranéens, porteront sur l'environnement, qui du fait des déchets urbains, des eaux usées et des émissions industrielles, menace les rives et les espèces marines. S'il faut « faire de la Méditerranée la mer fermée la plus propre du monde », c'est à la fois pour la beauté de ses paysages, mais aussi pour la qualité de vie dans les cités riveraines, pour que les activités de pêche ne soient pas définitivement compromises, et pour éviter, réchauffement de la planète aidant, l'apparition de nouvelles pathologies médicales. Tous les pays s'accordent sur la nécessaire diversification de

leurs sources d'énergie, sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Un véritable plan solaire méditerranéen, qui intéresse nombre de grandes entreprises européennes, sera bienvenu.

Développer les échanges et l'émergence de nouvelles entreprises, tels sont les objectifs du projet d'autoroutes maritimes, qui pourraient progressivement compléter le transport du fret sur des voies routières déjà saturées, comme le propose notamment l'Egypte.

Plus généralement, les petites et moyennes entreprises devraient se voir accompagnées par un fonds de garantie et un fonds de fonds propres constitué par l'apport des institutions financières bilatérales et multilatérales avec ouverture au secteur privé, comme le proposent notamment l'Espagne et l'Italie. Un fonds méditerranéen de codéveloppement des infrastructures, qui s'articulera avec la nouvelle facilité d'investissement dans le voisinage mise en place au sein de l'Union Européenne, pourrait favoriser les cofinancements.

La création d'un mécanisme efficace de protection civile, complémentaire du système européen qui existe déjà, nous paraît par ailleurs essentielle pour matérialiser la solidarité face aux risques naturels entre les pays du pourtour méditerranéen.

L'accent sera mis aussi sans doute sur la formation des jeunes pour que les métiers liés aux nouvelles entreprises, commerciales et industrielles, soient exercés par de jeunes professionnels compétents. Une coopération régionale accrue, à laquelle les patronats et les syndicats méditerranéens apporteront leur concours, permettra que des métiers porteurs de développement durable deviennent, pour des jeunes qui aujourd'hui ne reçoivent pas de formation qualifiante, la voie d'un avenir réussi dans leur pays d'origine, en même temps que se développera l'emploi. Partout de nouveaux métiers sont à inventer, y compris dans le secteur moteur de la recherche, où il faut que l'Europe et la Méditerranée, riches de talents, retrouvent un pouvoir d'attractivité. L'espace scientifique méditerranéen, auquel l'Académie des Sciences va donner le coup d'envoi, sera un élément essentiel de cette perspective.

Bien des projets pourraient encore être cités. Mais, comme le souhaite Bernard Kouchner, il ne faut ni aller trop vite, ni voir trop grand, si l'on veut que chaque projet trouve ses propres moyens et les conditions de sa mise en œuvre effective.

En conclusion, nous seront certes prudents mais résolus : nous nous engagerons, sous l'autorité du Président de la République, à créer une « union de projets » pour un « projet d'union ». J'ai hâte d'assister le 13 juillet à l'émergence, à la création de cette Union pour la Méditerranée qui sera, sans aucun doute, facteur de développement et donc de paix et de stabilité ; stabilité, paix et développement tant attendus par tous les peuples de la Méditerranée. Nous entendons partout des projets, des initiatives spontanées qui vont donner vie et nourrir ce grand dessein. Ce levier fera, nous en sommes aujourd'hui persuadés, que la Méditerranée devienne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, la mer d'union.

Je vous remercie./.